

étaient à peine terminées que les armées Boer envahissaient le territoire britannique, et forçaient le gouvernement anglais à prendre, lui-même, les armes pour défendre ses propres colonies; pour redresser les griefs de ses nationaux établis dans le Transvaal; pour établir dans cette région un bon gouvernement, une administration prête à traiter avec justice toutes les classes et toutes les dénominations dans la république Sud-africaine. Je me puis sans orgueil rappeler l'empressement avec lequel le gouvernement et le peuple canadien ont spontanément offert de prendre les armes pour la défense de leur reine et de son empire. D'une extrémité à l'autre du pays l'esprit de loyauté envers la Couronne s'est affirmé dans chaque foyer, et le peuple canadien a noblement fourni des hommes et de l'argent, pour aider le gouvernement impérial à soutenir la lutte dans laquelle il s'est engagé pour la défense du droit, de la justice et du bon gouvernement. Je crois, d'un autre côté, que, avant une dizaine d'années, les Boers reconnaîtront qu'ils ont lutté—dans la présente guerre—contre leur propre intérêt matériel. Je crois qu'ils seront subjugués et qu'il leur sera accordé une constitution semblable à la nôtre aussitôt qu'ils seront capables et désireux d'accepter et d'appliquer cette constitution. Le gouvernement anglais leur accordera, je crois, un gouvernement autonome qui leur permettra de former un peuple plus grand et plus influent dans le monde qu'ils ne le sont aujourd'hui. Le fait est que, s'ils avaient un gouvernement autonome comme le nôtre, les capitaux et l'émigration se porteraient de ce côté, et cette région Sud-africaine se développerait des plus rapidement. Le gouvernement du Canada est le plus libre et le meilleur du monde. A l'appui de cette assertion, je rappellerai certaines paroles prononcées, en 1865, par un homme public de Montréal, qui avait acquis une très grande expérience dans différents pays et sous différents gouvernements. Je veux parler de l'honorable D'Arcy McGee. Cet homme public fit dans la salle de l'Institut des Artisans une lecture ou une conférence sur les affaires irlandaises. Dans le cours de sa lecture il déclara à ses auditeurs qu'il avait vécu en Irlande; qu'il était né dans cette île; qu'il avait une grande sympathie pour sa terre natale; qu'elle avait, suivant lui, des griefs, et il en cita quelques-uns. Il avait, nous dit-il aussi, vécu en Angle-

terre pendant un certain nombre d'années, et il comprenait passablement bien la nature du gouvernement anglais. Il nous déclara ensuite qu'il avait vécu aux Etats-Unis pendant quatre ou cinq ans, et que, comme journaliste, il avait eu l'occasion d'étudier et de connaître passablement bien aussi leur système de gouvernement. Enfin, il ajouta qu'il était maintenant fixé en Canada depuis quelques années, et voici sa conclusion: "Messieurs, dit-il, lorsque j'étais en Irlande je fus qualifié de rebelle irlandais. Si je me trouvais dans les mêmes circonstances, je le serais encore; mais en Canada, je prétends être un aussi bon et aussi loyal sujet britannique que qui que ce soit en Canada, et cela parce que nous possédons, ici, la plus libre constitution, et le meilleur système de gouvernement qui existe dans le monde." Ces paroles, suivant moi, tendent à démontrer pourquoi nous devons nous considérer comme heureux sous notre système de gouvernement. Nous sommes entièrement libres sous le régime britannique, et nous sommes fiers de faire partie d'un empire dans les limites duquel le soleil ne se couche pas, d'un empire capable de se défendre et aussi de défendre ses sujets quelle que soit la partie du monde qu'ils habitent. Je mentionnerai brièvement quelques-uns des autres sujets auxquels il est fait allusion dans l'adresse. Le discours du trône nous parle des relations commerciales du pays, du traitement de faveur accordé aux produits anglais sur notre marché, et nous remarquons avec satisfaction que le commerce avec l'Angleterre s'est accru, du moins pendant les deux dernières années. Pendant l'année 1898, il s'est accru de trois millions sous le tarif réduit de 12½ pour 100. L'année suivante, sous le tarif réduit de 25 pour 100, le commerce avec l'Angleterre s'est accru de 4½ millions de piastres. En sorte que notre commerce avec la mère patrie s'accroît d'une année à l'autre sous le tarif que je viens de mentionner, et c'est un fait qui est certainement digne de remarque. Le discours du trône fait aussi allusion à la condition de notre agriculture. Nous devons placer au crédit du gouvernement et du ministre de l'Agriculture le mérite d'avoir facilité les exportations de produits agricoles en pourvoyant au transport rapide et à prix réduit, ainsi qu'à l'emmagasinage dans des compartiments froids qui conservent intacts et dans leur meilleur état jusqu'au moment de leur